

Arrêté mis en ligne le 5 février 2024 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

ARRETE DU MAIRE DE LIBOURNE

Du 31 janvier 2024

ST/A-2024-071

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par I.TEC sise ZA Camparian Nord 33870 VAYRES pour le compte de ORANGE dans le cadre de la pose de conduites télécom et fouille pour dévoyer des fourreaux GHD 101 avenue Georges Pompidou angle allée des Castors – réfection de chaussée.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1° - A compter du 12 février 2024 et jusqu'au 14 février 2024, le stationnement sera interdit 101 avenue Georges Pompidou angle allée des Castors, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2° - A compter du 12 février 2024 et jusqu'au 14 février 2024, la circulation se fera sur chaussée rétrécie avenue Georges Pompidou, au droit du chantier.

ARTICLE 3° - La piste cyclable sera interrompue avenue Georges Pompidou, au droit du chantier.

ARTICLE 4° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 5° - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 6° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le trente et un janvier deux mille vingt-quatre

Signé électroniquement par : Bilal Halhout
Date de signature : 04/02/2024
Qualité : Parapheur B Halhout Libourne



Pour le Maire par délégation
Le conseiller délégué à la voirie,
à la propreté,
au Centre Technique Municipal
et au plan communal de sauvegarde

Bilal HALHOUL